



**Elections professionnelles Lardy 2 et 3 février 2023**

**Pour soutenir un véritable contre-pouvoir, votez CGT**

**Oui, votre vote de jeudi 2 et vendredi 3 février vaudra dire beaucoup !**

Les 4 dernières années ont été éprouvantes pour bien des salariés du site. **Les 1000 suppressions d'emplois** (départs volontaires pour les salariés Renault, forcés pour les salariés de la maintenance ou de nombreux sous-traitants sortis du site) font régner un climat pesant. Mais ceux qui nous ont côtoyés dans les mobilisations ou sur le terrain ont pu vérifier que **notre détermination à défendre collectivement les salariés est intacte**.

Cette force représente un contre-pouvoir face aux décisions actuelles et futures de la direction. **La confiance que d'autres syndicats lui accordent (sans contrôle) n'est pas adaptée à la situation que nous vivons**. La CFDT l'a écrit dans son dernier tract : **elle considère qu'il ne faut pas « sanctionner la direction » et qu'il faut « la laisser dormir sur ses deux oreilles »**. Ils n'ont visiblement pas vécu ces 4 années de la même façon que nous !

**Nous l'écrivons donc avec solennité aujourd'hui** : votre vote de jeudi et vendredi sera important pour l'avenir de Lardy. **Ne vous trompez pas sur le message que vous voulez envoyer à la direction**. Voulez-vous valider la politique de ces 4 dernières années qui, si elle se poursuit, conduira à de nouvelles suppressions d'emplois, au rabougrissement du site et à l'absence d'un plan de reconversion global des salariés ? Ou voulez-vous lancer une alerte, un avertissement, pour que les choses ne continuent pas ainsi ? Dans ce dernier cas, le choix le plus clair, c'est de voter pour la CGT-Lardy. **Le résultat de ces élections ne changera pas tout mais il serait regrettable de manquer l'occasion de nous faire entendre le plus fortement et clairement possible**.

***La direction a déjà beaucoup de pouvoir, utilisez votre vote pour soutenir un contre-pouvoir à sa politique, pas un accompagnement !***

### **Le bilan des élus CGT depuis 2019**

Vous l'avez constaté, **les élus CGT-Lardy se sont fortement impliqués** pour analyser la situation et vous informer. Nous avons proposé des alternatives, des moments d'échange et de mobilisation. Malgré la crise sanitaire, nous avons été présents sur le terrain et aux portes du centre (pas seulement pendant la campagne électorale).

### **Une exigence : la transparence !**

**L'exigence de transparence** vis-à-vis des choix de la direction est parfaitement légitime de la part des salariés. C'est la tâche à laquelle nous nous sommes attelés. Notre **suivi méthodique** a été nécessaire pour obtenir et contrôler les informations fournies par la direction : (effectifs, fermetures ou projets de moyens d'essais, transfert des activités vers les RTx ou arrivée de nouvelles activités).

Dès mai 2019, **nous avons alerté** sur ce que la fermeture des bancs monocylindre voulait dire pour l'avenir de Lardy. C'est notre analyse des annonces de délocalisation des activités Thermiques et Hybrides en décembre 2021 et de la « *découpe du groupe en entités* » en mars 2022 qui a tiré la sonnette d'alarme et a poussé la direction de l'Etablissement à dévoiler enfin son projet pour le site à la mi-2022. Nous avons régulièrement proposé des **tracts de fond** : cartographie des moyens d'essais et des métiers, nouvelle convention collective, grilles de salaires...

### **La lutte contre l'externalisation forcée des salariés de la maintenance**

Les élus CGT-Lardy ont été à la pointe de cette mobilisation. Eléments moteur de l'intersyndicale, ils ont coordonné des actions sur tous les sites d'ingénierie.

La mobilisation collective n'est pas parvenue à stopper cette décision inique. Cependant, une telle résistance opposée aux décisions de G. Le Borgne, qui avait initié la même politique chez PSA il y a quelques années, n'était pas attendue. Sans aucun triomphalisme, on peut penser que la forte mobilisation de l'année 2021 n'est pas étrangère au fait qu'il n'y ait pas eu, pour l'instant, d'autre projet d'externalisation forcée vers des entreprises sous-traitantes.

***Ces élections professionnelles sont l'occasion pour tous les salariés qui ont apprécié ce travail d'apporter leur soutien à notre action.***

## Les revendications que nous portons dans cette campagne

### Avenir du site

Pour l'avenir du site, notre vision d'ensemble nous permet de proposer d'autres choix et d'avancer des revendications concrètes dont l'application changerait fondamentalement la donne :

Emploi et reconversion	Investissements																																
<p>→ <b>Il faut maintenir tous les emplois de Lardy (Renault et sous-traitants).</b> De l'activité sur l'Electrique (machines électriques, électronique de puissance, batteries), il y en a !</p> <p>→ <b>Au lieu de nous faire partir, il faut un véritable plan de reconversion global</b> (une équipe projet, des objectifs, des moyens, un planning, des jalons) <b>avec pour tous les salariés « des formations + 1 poste »</b></p>	<p>→ <b>Il faut rattraper les 28 millions € de budget d'investissements</b> injustement coupés entre 2019 et 2022.</p> <p>Cela permettra de reconverter des bancs thermiques à l'électrique (notamment au PIM) et investir dans de nouveaux moyens d'essais électriques</p>																																
<p><b>Activités</b></p> <p>→ <b>Il ne faut pas arrimer Lardy à une seule technologie</b> (véhicule particulier Renault électrique à batterie). Il faut des travaux sur la Pile à Combustible et des bancs Thermiques reconvertis à l'hydrogène</p> <p>→ <b>Il faut internaliser les activités sur les batteries, l'électronique de puissance et les machines électriques</b>, plutôt que le foisonnement des partenariats extérieurs : Whylot et Valeo pour les machines électriques, Vitesco pour l'électronique de puissance, Verkor pour les batteries, ...</p> <p>→ <b>Il faut développer de nouvelles activités</b> : Big Data, conception et développement des bornes de recharge</p>	<table border="1"><caption>Investissements Lardy (Millions d'euros)</caption><thead><tr><th>Année</th><th>Investissement (Millions d'euros)</th></tr></thead><tbody><tr><td>2011</td><td>14</td></tr><tr><td>2012</td><td>14</td></tr><tr><td>2013</td><td>14</td></tr><tr><td>2014</td><td>14</td></tr><tr><td>2015</td><td>14</td></tr><tr><td>2016</td><td>14</td></tr><tr><td>2017</td><td>14</td></tr><tr><td>2018</td><td>14</td></tr><tr><td>2019</td><td>8</td></tr><tr><td>2020</td><td>8</td></tr><tr><td>2021</td><td>14</td></tr><tr><td>2022</td><td>14</td></tr><tr><td>2023</td><td>14</td></tr><tr><td>2024</td><td>14</td></tr><tr><td>2025</td><td>14</td></tr></tbody></table>	Année	Investissement (Millions d'euros)	2011	14	2012	14	2013	14	2014	14	2015	14	2016	14	2017	14	2018	14	2019	8	2020	8	2021	14	2022	14	2023	14	2024	14	2025	14
Année	Investissement (Millions d'euros)																																
2011	14																																
2012	14																																
2013	14																																
2014	14																																
2015	14																																
2016	14																																
2017	14																																
2018	14																																
2019	8																																
2020	8																																
2021	14																																
2022	14																																
2023	14																																
2024	14																																
2025	14																																

### Droits sociaux

La direction va mettre en application le découpage du Groupe et le transfert des contrats de travail d'une partie d'entre nous. Nous ne laisserons pas nos droits sociaux en pâture : congés d'ancienneté, primes, heures supplémentaires, beaucoup d'éléments vont être revus lors des **négociations du « socle social commun »**. Avec une nouvelle convention collective de la métallurgie (signée par la CFDT, la CFE-CGC et FO) en baisse sur ces éléments, il ne faut pas laisser les mains libres à la direction. En votant pour la CGT, vous pouvez augmenter notre poids dans ces négociations centrales.

**Les enjeux des mois qui viennent sont essentiels : défense de tous les emplois de Lardy, formations-reconversions, avenir du site, augmentation des salaires, défense de nos droits sociaux... Il y aura besoin d'élus déterminés et combatifs : vous pouvez compter sur la CGT.**

#### Petit exemple d'action concrète : la récupération du samedi 1<sup>er</sup> janv. 2022

C'est par notre intervention que la grande majorité des salariés Renault a pu récupérer un jour de congé supplémentaire dans les compteurs début 2022. La direction ne comptait en effet pas créditer le samedi 1er janvier 2022, pourtant jour férié faisant suite à une semaine de congés pour la plupart des salariés (S52). Il a fallu que nous démontrions que la situation s'était déjà présentée en 2011 pour être entendus.

## Les salariés peuvent choisir entre des orientations syndicales différentes

A juste titre, les salariés aspirent à l'unité syndicale. C'est pourquoi **nous proposons, sur chaque sujet important, une réunion aux autres syndicats du site pour savoir ce qu'il est possible de faire ensemble.**

C'est que nous avons fait sur la question importante des Retraites : nous agissons de concert avec la CFE-CGC et SUD pour mobiliser le plus massivement possible les salariés de Lardy. La CFDT a décliné notre invitation, sans même participer à une réunion pour en donner la raison.

Cette volonté unitaire ne gomme pas nos **divergences d'orientation**. Nous pensons que les élections de février 2023 sont l'occasion pour les salariés de se positionner vis-à-vis des orientations qu'ils ont vues à l'œuvre.

## Notre vision du syndicalisme

Dans ces élections, nous portons une vision d'un syndicalisme au plus proche des salariés.

Présents sur le terrain, les candidats CGT vivent la réalité du travail comme les autres salariés. C'est par les échanges et la réflexion collective que nous élaborons notre façon d'agir. **Notre syndicat est ouvert à tous ceux qui veulent y contribuer !**

Dans les mobilisations, nous mettons nos moyens au service des salariés. Nous pouvons être les porte-parole d'un mouvement mais c'est seulement lorsque les salariés s'impliquent que les choses changent. C'est cette démarche que nous avons poussée contre l'externalisation forcée de la maintenance ou pour la défense de tous les emplois de Lardy.

## La vision patronale des « relations sociales »

Mais les employeurs ont également une vision des « relations sociales » : ils déploient une grande énergie pour lui faire gagner du terrain. C'est celle d'un « partenariat » qui présuppose que direction, actionnaires et salariés ont strictement les mêmes intérêts.

Les directions affichent la volonté d'impliquer les syndicats dans le déploiement des décisions, mais pas dans la prise de décision elle-même ! Ainsi, les réunions proposées ont pour objectif de partager les « enjeux du contexte économique » et la « stratégie globale ».

Chez Renault, **les directeurs voudraient que les syndicats soient leur relais auprès des salariés.** Ainsi, Mme Calvo, directrice DEA-T, déclarait lors du CSE extra de novembre 2022 : « *l'inquiétude des collaborateurs vient du fait qu'ils pensent qu'en travaillant sur le thermique, ils vont être oubliés après pour basculer sur l'électrique. Il est important que, vous [les syndicats], soyez un peu le relais pour les rassurer là-dessus.* ». Nous ne partageons pas cette conception :

***Nous sommes les représentants des salariés auprès de la direction et pas les représentants de la direction auprès des salariés !***

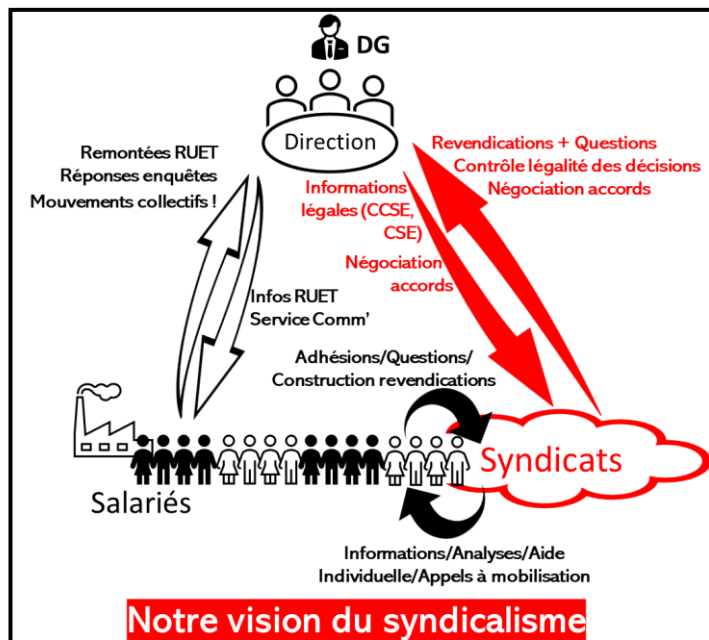
## L'avenir de Lardy mérite mieux que des slogans !

Certains syndicats acceptent de plus en plus la logique patronale. La commission E-Lardy en est un exemple. Issue de l'accord Re-Nouveau 2025 (qui prévoit 1700 suppressions d'emplois), elle regroupe la direction et les syndicats signataires au niveau central (CFDT, CFE-CGC et FO). Mise en place en février 2022, elle « ouvre des discussions paritaires pour participer à construire le projet de transformation du site ».

**Mais pas question d'y remettre en cause la délocalisation des activités Therm&Hyb**, ni de discuter du maintien des emplois ou de l'arrivée d'activités sur l'hydrogène ou l'électronique de puissance.

Au contraire, les syndicats qui y participent ont avalisé :

① **La focalisation du futur Ampère-Lardy sur une seule technologie** (le véhicule particulier Renault électrique à batterie), sans activités sur les carburants alternatifs ou sur la pile à combustible Hydrogène.



**Celui qui ne connaît pas l'histoire est condamné à la revivre...**  
Lors des élections de 2019, la CFDT-Lardy avait promis de « s'imposer sans s'opposer » face à la direction afin de coconstruire un « Lardy 2030 » où l'Électrique « ne déconnecterait personne ». Les 4 dernières années ont démontré tout le contraire de ces slogans : externalisation forcée de la maintenance, absence de plan global de reconversion, manque d'investissements, 1000 suppressions d'emplois... **Et pourtant, ce sont les mêmes slogans qui sont ressortis 4 ans plus tard !**

② **La poursuite de la baisse des effectifs** (215 à 295 emplois seront encore supprimés d'ici 2026 selon les chiffres Direction donnés en Amphi de juin 22)

③ **Le rabougrissement du site de Lardy** avec la tentative de location des bâtiments de la zone Nord et l'abandon du PIM par Renault en 2026 sans reconversion des bancs.

La direction essaie de convaincre que l'implantation du laboratoire de chimie des batteries est le fruit d'E-Lardy : mais quels sont éléments factuels qui le prouvent ? D'autant plus que nous avons eu vent de ce projet dès avant la création d'E-Lardy (question posée lors du CSE du 27 janvier 2022 sur le sujet !).

### **Notre démarche : recueil des éléments factuels, analyse, alerte et appel à la mobilisation**

Du côté de la CGT-Lardy, nous pensons que les salariés ne peuvent se contenter de **promesses et de mots creux**. Nous construisons notre analyse à partir d'**éléments factuels et des remontées de terrain** des salariés.

Ce ne sont pas quelques discussions sans rapport de force qui peuvent changer la donne. Si la direction de l'Etablissement a été contrainte de reconnaître qu'il y avait un problème pour l'avenir du site et qu'il fallait agir pour l'assurer, c'est qu'elle a été poussée par la mobilisation du **collectif pour le Maintien des Emplois de Renault-Lardy (MERL)**. Si ce projet n'est toujours pas satisfaisant puisqu'il n'y a pas encore les perspectives concrètes de reconversion pour tous les salariés du site, **cette première étape n'aurait pas vu le jour sans l'implication du collectif et des salariés qui le composent**.

**Comme les réponses de Renault ne suffisent pas, nous proposons de poursuivre la mobilisation pour faire « bouger les lignes ». Nous restons persuadés que c'est par l'expression collective et la construction d'un rapport de force que les salariés pourront faire entendre leurs intérêts. La confiance aveugle dans une direction d'entreprise qui a été capable de mettre en œuvre l'externalisation forcée de la maintenance est extrêmement dangereuse pour les intérêts des salariés.**

**Pour soutenir un véritable contre-pouvoir, pour des élus déterminés et combatifs, les 2 et 3 février 2023**

**VOTEZ** 

## **Un vote qui comptera pour l'avenir de Lardy !**

**Demain mardi 31 janvier, nouvelle journée de grève et de manifestation contre la réforme des retraites :**

**Faisons encore plus fort que le 19 janvier !**

Deux rendez-vous importants à l'appel de la CGT, de la CFE-CGC et de SUD Lardy :

**A 10h devant le CTL pour une AG de lutte**

*Si vous êtes à distance, vous pouvez participer en vous connectant par TEAMS :*



**A 12h30 devant le CE : départ en car pour la manifestation parisienne (14h Place d'Italie – Invalides).**

*Il ne reste que quelques places dans le 3<sup>ème</sup> car (les 2 autres sont complets), inscrivez-vous à la descente du restaurant d'entreprise.*

L'appel couvre la journée : les salariés, Renault et sous-traitants, peuvent faire grève le temps qu'ils souhaitent (1h, 2,5h, la demi-journée ou toute la journée).

Parce que les questions des retraites et des salaires sont étroitement liées (5% d'augmentation des salaires du public et du privé, c'est 13 milliards € de cotisations Retraite, donc plus de déficit en 2025 !),

Parce que le grand patronat (Renault est une composante essentielle de l'UIMM et du MEDEF) appuie la réforme des retraites du Président Macron et ne fait rien pour compenser réellement l'inflation,

Parce que les 7.5% et 110 € par mois de pseudo augmentation de nos salaires sont de la poudre aux yeux,

**Montrons aussi notre mécontentement au sujet des Salaires mardi 31/01 à 10h devant le CTL !**